

Pour les employeurs, les mesures du Gouvernement ne suffisent pas pour préserver le modèle social

Il en faut plus que «réformettes» et «bonbons»

Pour l'Union des Entreprises Luxembourgeoises, les efforts du Gouvernement pour pérenniser le modèle social luxembourgeois sont largement insuffisants. «Le programme est loin d'être à la hauteur des défis», s'est exclamé hier Michel Wurth, le président de l'organisation faîtière des associations patronales, lors d'une conférence dans les locaux de la Chambre de Commerce.

L'occasion pour Wurth d'esquisser les enjeux d'avenir du Luxembourg dans un contexte international et européen complexe et difficile dont il a tracé en entrée l'historique et les répercussions sur l'économie luxembourgeoise, qui a perdu clairement en compétitivité.

L'UEL a présenté toute une série de propositions pour préserver le modèle économique et social du pays, propositions qui s'articulent autour de quatre thèmes prioritaires pour mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires: une économie et des entreprises performantes, un marché du travail efficient, une politique de redistribution équitable et des finances publiques saines.

Lancer un débat de fond

Certaines de ces propositions avaient d'ailleurs été soumises dans le cadre des discussions tripartites. Rappelons que les syndicats s'étaient offusqués de certaines d'entre elles et avaient menacé de quitter la table des négociations si les employeurs ne retireraient pas un papier de travail avec des axes de réforme d'ailleurs largement connues. C'était l'échec de la Tripartite. L'UEL compte cependant tout faire pour lancer un débat de fond autour de ces thématiques. «Nous allons continuer à chercher le dialogue avec le Gouvernement et les syndicats», a assuré hier Michel Wurth, qui a également exhorté les entrepreneurs à renforcer leur engagement dans l'innovation et la recherche, mais aussi pour le recrutement de jeunes demandeurs



La conférence avait fait quasiment salle comble

Photo: F. Aussem

d'emploi. Après la décision du Gouvernement sur l'indexation des salaires - Michel Wurth a lancé d'ailleurs un appel pressant aux députés hier de voter la loi afférente - l'agenda politique permettrait de lancer cette discussion de fond.

Transfers sociaux: «nous jetons l'argent par la fenêtre»

L'UEL entend notamment discuter des moyens de modérer les prix administrés, comment éviter des dérapages au niveau des coûts salariaux en les reliant notamment à l'évolution de la productivité, comment pousser la simplification administrative, comment flexibiliser les horaires de travail et les contrats de travail, comment augmenter la qualité du dialogue social, comment mieux combattre le chômage mais aussi comment assurer une plus grande sélectivité des transferts sociaux.

«Nous jetons l'argent par la fenêtre pour le donner à des citoyens qui n'en ont pas besoin», a déclaré Michel Wurth dans ce contexte. L'UEL compte aussi lancer un débat sur les moyens efficaces pour soutenir l'accès à un logement et pour limiter l'explosion de la dette étatique et réduire les déficits budgétaires.

Réforme des pensions: une «réformette»

La réforme du système des pensions serait un des chantiers prioritaire à achever dans les meilleures délais, même si les réserves du fonds de pension sont encore solides pour l'instant. Michel Wurth a qualifié la réforme des pensions proposée par le Ministre de la Sécurité Sociale Mars Di Bartolomeo (LSAP) de «réformette».

Cette dernière serait même «totalemment irresponsable» alors qu'elle repose sur une hypothèse de croissance moyenne de 3% du PIB d'ici

2050. Wurth a donné à penser qu'au cours de ces 5 dernières années, la croissance de l'économie luxembourgeoise n'a connu qu'une moyenne de 0,3%. La réforme de Di Bartolomeo laisserait aux générations futures la responsabilité de pérenniser le système des retraites.

Le patron de l'UEL a également commenté de manière plus précise les mesures prises par le gouvernement au niveau de l'indexation des salaires. Sortir tabac et alcool du panier de l'indice des prix à la consommation serait une bonne chose. Or, l'UEL souhaite également que les produits «pollueur/payeur» sortent du panier (énergie, eau).

«En contrepartie, le gouvernement a distribué encore beaucoup de bonbons», a commenté Wurth le paquet de mesures proposé par les coalitions du CSV et du LSAP pour soutenir les ménages à faibles revenus.

» La présentation et le document sont disponibles sur www.uel.lu